

COMPTE-RENDU ANNUEL D'ACTIVITÉ 2021

(Loi n°71-498 du 29 juin 1971 et
Décret n°2004-1463 du 23 décembre 2004 relatifs aux experts judiciaires)

A expédier à l'adresse suivante, avant le 1^{er} mars 2022 :

Cour de cassation – Parquet général
Service des Experts
5, quai de l'Horloge – TSA n° 89202
75055 PARIS CEDEX 01

NOM :

(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse. Le cas échéant nom d'usage)

PRÉNOM :

Inscrit(e) sur la liste de la cour d'appel de

Rubriques d'inscription sur la liste nationale :

*Préciser le numéro et le libellé exact des rubriques
selon la nomenclature fixée par l'arrêté du 10 juin 2005
relatif à la nomenclature prévue à l'article 1^{er} du décret du 23 décembre 2004
modifié par les arrêtés du 22 février 2006 et du 12 mai 2006*

.....
.....
.....
.....
.....

I.
RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOTRE IDENTITÉ

<i>A ne remplir qu'en cas de modification dans l'année écoulée</i>	
Nom <i>(Pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i>	
Prénom	
Nationalité	
Profession <i>(Préciser le cas échéant le nom et l'adresse de l'employeur)</i>	
Adresse professionnelle <i>(qui figurera sur l'annuaire)</i>	
Adresse personnelle	
Tél. personnel
Tél. professionnel
Tél. portable
N° de fax
Adresse mail
Fonctions juridictionnelles exercées <i>(préciser lesquelles)</i>	
Nombre d'expertises effectuées pour le compte de compagnies d'assurances ou de mutuelles <i>(entre le 1er janvier 2021 le 31 décembre 2021)</i>	

III.
TABLEAUX D'ACTIVITÉ EXPERTALE
entre le 1^{er} JANVIER 2021 et le 31 DÉCEMBRE 2021

Remplir un tableau par spécialité d'inscription.

*A remplir par l'expert **en utilisant impérativement les cadres types** ci-dessous.*

*Sur ces états, doivent figurer **par ordre chronologique**, les expertises ordonnées **entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021** ainsi que les expertises ordonnées antérieurement mais ayant donné lieu à un dépôt de rapport au cours de la même période.*

Nom		
Prénom		
Branche Rubrique Spécialité	Codage	Libellé

1. Etat récapitulatif de l'activité 2021 :

(A remplir impérativement)

Nombre d'expertises ordonnées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021	
Nombre de rapports déposés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021	
Nombre d'expertises en cours au 31 décembre 2021	

2. Etat détaillé des rapports déposés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021

Sur ces états, doivent figurer par **ordre chronologique** les expertises judiciaires (et non les expertises ordonnées par les juridictions administratives ou les CRCI) :

1/ ordonnées avant le 1^{er} janvier 2021 mais ayant donné lieu à un rapport déposé entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021,

2/ ordonnées et déposées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021.

Juridiction <i>(type de juridiction et localisation)</i>	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision <i>(commettant l'expert)</i>	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)	Date de dépôt du rapport définitif	Observations *

* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.

3. Etat détaillé des expertises en cours au 31 décembre 2021

Juridiction <i>(type de juridiction et localisation)</i>	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision <i>(commettant l'expert)</i>	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)	Observations *

** Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.*

IV.
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) affirme n'avoir été ni l'auteur de faits ayant donné lieu la condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Je soussigné(e) affirme ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce.

Je soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus et je m'engage à porter à la connaissance du procureur général près la Cour de cassation toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation.

Fait à, le

Signature